

ÉLECTIONS MUNICIPALES 2025

La gestion de la dette vue par les quatre équipes



MATHILDE CLOUTIER
mcloutier@canadafrancais.com

Comment les candidats à la mairie comptent-ils gérer la dette de Saint-Jean-sur-Richelieu s'ils devaient être élus ? C'est la question que *Le Canada Français* leur a posée cette semaine. La dette municipale devrait atteindre 292 M\$ à la fin de l'année 2025, ce qui signifie une augmentation de 43 % depuis 2021.

Les plus récentes données officielles du gouvernement du Québec datent de 2023. Elles positionnent la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu sous la moyenne provinciale d'endettement pour les villes de taille similaire. Son endettement à long terme par tranche de 100 \$ de richesse foncière uniformisée s'établissait à 1,37 \$ en 2023. La moyenne pour les villes ayant une population similaire était de 2,09 \$ par tranche de 100 \$.

La richesse foncière uniformisée (RFU) permet de mesurer et de comparer la capacité des municipalités à générer des revenus à partir des taxes prélevées. Mis en relation avec l'endettement à long terme, la RFU met en lumière le ratio d'endettement d'une ville selon la valeur de ses actifs.

Il est aussi possible de visualiser l'importance de la dette en la comparant aux revenus annuels de la Ville. En 2024, la dette de Saint-Jean (établie à 256 851 594 \$) représentait 100,27 % des revenus (établis à 256 160 939 \$). À Trois-Rivières, la dette équivalait à 99,11 % des revenus, une



La dette de Saint-Jean devrait s'établir à 292 M\$ au 31 décembre 2025.

proportion similaire. À Terrebonne, la dette représentait 213,57 % des revenus annuels et à Saguenay, 134,04 %.

COALITION ÉRIC LATOUR

Le chef de la Coalition Éric Latour garde la tête froide quant à la hausse de la dette. « Ce qui est toujours un peu paradoxal quand on parle de la dette à Saint-Jean, c'est que, malgré les chiffres qu'on peut nommer, c'est l'une des villes les moins endettées au Québec », insiste le candidat.

La situation pourrait toutefois se corser, illustre-t-il, puisque la Ville doit effectuer un rattrapage dans ses infrastructures, ce qui représentera des investissements

supplémentaires. « Investir davantage veut dire augmenter le ratio de la dette. Et de l'autre côté, baisser dans les dépenses pour ne pas augmenter les taxes au-dessus de l'inflation. Il va être là le défi », croit Éric Latour.

Son équipe propose donc d'investir là où le « coût de revient » sera plus important. Il suggère, par exemple, de mettre de l'argent dans des infrastructures afin de créer un nouveau parc industriel plutôt qu'une place publique.

ÉQUIPE FRANÇOIS ROY

De son côté, le chef de l'Équipe François Roy veut s'attaquer à la source du problème et rembourser la dette municipale le plus tôt possible. « On est le seul parti qui a l'intention de rembourser la dette. Une dette, c'est fait pour être remboursée, pas pour grandir d'année en année et de pelletter les problèmes par en avant. Ce qu'on dit, c'est qu'il faut trouver d'autres sources de revenus à part taxer les citoyens » pour parvenir à rembourser la dette, explique-t-il.

Pour ce faire, François Roy propose de vendre le terrain de l'aéroport. Selon son estimation, l'ensemble, qui couvre 16 millions de pieds carrés, pourrait être vendu à 30 \$ le pied carré, ce qui représente un total de 480 M\$, soit une somme suffisante pour rembourser la dette de Saint-Jean.

« En bon gestionnaire, ta dette est censée baisser au fil des ans », complète-t-il.

ÉQUIPE ANDRÉE BOUCHARD

La mairesse sortante et candidate à la mairie, Andrée Bouchard, défend son mandat des quatre dernières années, période pendant laquelle la dette a bondi de 43 %.

« Quand on est arrivés en 2021, la dette de la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu était vraiment très basse et le budget d'opération en réparation et en entretien était excessivement élevé. On n'empruntait pas parce qu'on n'investissait pas dans les infrastructures », rappelle-t-elle.

Elle précise que désormais, si le budget

d'investissement augmente, c'est aussi parce que celui réservé à l'entretien et à la réparation diminue.

« On fait ça de manière raisonnable et réfléchi. En 2028, la dette de Saint-Jean ne sera même pas encore égale à celle de Trois-Rivières de 2025 », pour ce qui est du montant, compare Andrée Bouchard. Trois-Rivières possède un endettement à long terme de 2,48 \$ par tranche de 100 \$ de RFU, contre 1,37 \$ pour Saint-Jean.

ÉQUIPE MARYLINE CHARBONNEAU

La cheffe de l'Équipe Maryline Charbonneau – Démocratie Saint-Jean soutient, de son côté, que la dette doit être gérée de façon plus systématique. Selon elle, il faut implanter une approche structurante, comportant une orientation claire et des priorités d'action.

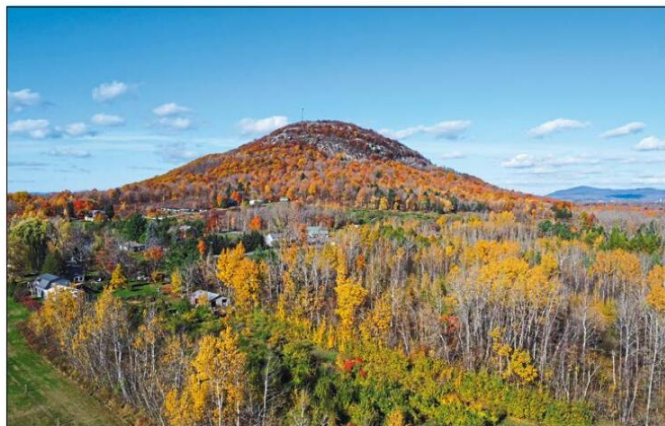
« On ne peut pas gérer la dette de façon isolée. Il faut vraiment mettre en relation les exercices budgétaires du plan triennal d'immobilisations et la gestion rigoureuse de la dette. Pour bien planifier, il faut s'assurer de bien connaître notre capacité financière », explique-t-elle.

L'augmentation de la dette, en soi, n'est pas à craindre, mais « une croissance accélérée de la dette si on n'a pas bien priorisé, si on n'a pas un plan ou une politique de gestion de la dette à long terme, ça peut être inquiétant », croit Maryline Charbonneau.

Pour éviter une telle situation, elle propose de diversifier les sources de revenus de la Ville pour qu'un dérapage de la dette affecte le moins possible les citoyens.

292 M\$

La dette de Saint-Jean-sur-Richelieu devrait atteindre 292 M\$ à la fin de l'année 2025, ce qui signifie une augmentation de 43 % depuis 2021.



Mont-Saint-Grégoire réaffirme son engagement envers sa montagne

La Coalition des Montérégiennes, qui regroupe 13 organismes œuvrant à la protection des collines, a lancé un appel aux candidats à la mairie afin qu'ils s'engagent, pour la durée de leur mandat, autour de cinq grands principes visant à assurer la protection, la restauration et la mise en valeur des collines montérégiennes. Pour le mont Saint-Grégoire, la mairesse Suzanne Boulais, fraîchement réélue sans opposition, indique que sa municipalité a toujours eu à cœur la sauvegarde du mont. « Il est depuis plusieurs années en zone de protection et les activités permises sont très restreintes. C'est dans les intentions de la municipalité de continuer de préserver ses habitats, sa faune et sa flore », a-t-elle déclaré.